



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

avis 78.523/4  
du 15 décembre 2025

sur

un projet d'arrêté royal  
'modifiant l'arrêté royal du  
8 octobre 1981 sur l'accès  
au territoire, le séjour,  
l'établissement et  
l'éloignement des étrangers  
en ce qui concerne le montant  
minimum des moyens  
d'existence dont doit disposer  
le ressortissant de pays tiers  
souhaitant séjourner sur le  
territoire du Royaume en  
qualité d'étudiant'

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

advies 78.523/4  
van 15 december 2025

over

een ontwerp van koninklijk  
besluit 'tot wijziging van het  
koninklijk besluit van  
8 oktober 1981 betreffende de  
toegang tot het grondgebied,  
het verblijf, de vestiging en  
de verwijdering van  
vreemdelingen wat betreft  
het minimumbedrag van de  
bestaansmiddelen waarover de  
onderdaan van een derde land  
die op het grondgebied van het  
Rijk wenst te verblijven in de  
hoedanigheid van Student  
moet beschikken'

Le 21 novembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Asile et de la Migration, et de l'Intégration sociale, chargée de la Politique des Grandes villes à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le montant minimum des moyens d'existence dont doit disposer le ressortissant de pays tiers souhaitant séjourner sur le territoire du Royaume en qualité d'étudiant'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 15 décembre 2025. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Anne-Stéphanie RENSON, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier.

Le rapport a été présenté par Julien GAUL, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle d'Anne-Stéphanie RENSON.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 15 décembre 2025.

\*

Op 21 november 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Asiel en Migratie, en Maatschappelijke Integratie, belast met Grootstedenbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen wat betreft het minimumbedrag van de bestaansmiddelen waarover de onderdaan van een derde land die op het grondgebied van het Rijk wenst te verblijven in de hoedanigheid van Student moet beschikken'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 15 december 2025. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Anne-Stéphanie RENSON, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Julien GAUL, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Anne-Stéphanie RENSON.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 15 december 2025.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

## EXAMEN DU PROJET

### DISPOSITIF

#### Article 1<sup>er</sup> nouveau

Un nouvel article 1<sup>er</sup> sera inséré et rédigé comme suit :

« Le présent arrêté royal transpose partiellement la directive (UE) 2016/801/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair ».

#### Article 2

L'article 100, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers' sera revu pour tenir compte de l'abrogation en projet de l'arrêté royal du 8 juin 1983 'fixant le montant minimum des moyens de subsistance dont doit disposer l'étranger qui désire faire des études en Belgique'.

#### Article 3

Interrogée sur la portée de l'actuel article 3, la déléguée a expliqué :

« L'intention est de n'appliquer ce nouveau montant qu'aux demandes relatives à l'année académique 2026-2027 (et aux années académiques suivantes), qu'il s'agisse de 1<sup>ères</sup> demandes ou de demandes de renouvellement ».

Il résulte de ces explications que les étudiants titulaires d'une autorisation de séjour valable ne seront soumis à la nouvelle exigence qu'à partir de leur demande de renouvellement, ce qui implique qu'il ne pourrait être mis fin à cette autorisation, sur la base de l'article 61/1/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 'sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers', au motif qu'ils ne respecteraient pas le nouveau

montant<sup>1</sup>. L'article 3 sera revu pour mieux exprimer l'intention de l'auteur du projet telle qu'explicitée par la déléguée.

Par ailleurs, au regard des conditions prévues, conformément à l'article 61/1/2 de la loi du 15 décembre 1980 et à l'article 103 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981, pour la demande de renouvellement du titre de séjour en qualité d'étudiant, la question se pose de savoir si l'absence de mesure transitoire à l'égard des étudiants qui introduiraient une demande de renouvellement à partir de l'année académique 2026-2027 n'est pas susceptible de porter une atteinte disproportionnée aux attentes légitimes des étrangers qui disposent d'un titre initial de séjour en qualité d'étudiant et qui, bien que remplissant toutes les conditions du renouvellement de ce titre, notamment une attestation du progrès des études (article 103, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 8 octobre 1981), seraient empêchés de poursuivre leur formation, pour la seule raison qu'ils ne disposent pas du montant minimal des revenus mensuels prévu par le dispositif en projet à partir de l'année académique 2026-2027, alors qu'ils disposaient du montant minimal prévu par le régime applicable lorsqu'ils ont commencé leur formation. L'auteur du projet s'assurera que l'application immédiate de l'augmentation du montant minimal de ressources aux demandes de renouvellement d'un titre de séjour comme étudiant n'emporte pas de tels effets disproportionnés, de sorte qu'elle ne soulève pas de difficulté au regard du principe d'égalité et de non-discrimination<sup>2</sup>.

\*

---

<sup>1</sup> L'article 61/1/1, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 énonce : « Sous réserve du paragraphe 4, si l'autorisation de séjour est accordée sur base d'une attestation visée à l'article 60, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, a), sa durée est d'un an au moins. Si la formation envisagée fait partie d'un programme de l'Union ou programme multilatéral comportant des mesures de mobilité ou d'une convention entre deux établissements d'enseignement supérieur permettant à l'intéressé de suivre une partie de ses études dans un autre État membre, la durée de l'autorisation de séjour est de deux ans au moins, sauf si les conditions fixées à l'article 60, § 3, ne sont pas remplies pour la période de deux ans ou pour toute la durée des études. Dans ce dernier cas, la durée de l'autorisation de séjour est au moins d'un an. Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, si la durée de la formation envisagée est inférieure à un an ou deux ans, selon le cas, la durée de l'autorisation de séjour couvre au moins la durée de la formation. La durée de l'autorisation de séjour ne dépassera pas la durée de validité du passeport ou du titre de voyage en tenant lieu ».

<sup>2</sup> Voir à cet égard, *mutatis mutandis*, l'arrêt n° 174/2019 du 13 novembre 2019, dans lequel la Cour constitutionnelle juge que l'application immédiate de la mesure attaquée – en l'espèce, une limitation du nombre de médecins stagiaires ressortissant d'un État tiers – porte « atteinte aux attentes légitimes des personnes concernées sans qu'un motif impérieux d'intérêt général puisse justifier l'absence de régime transitoire à leur égard » (B.18.5).

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

## ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

### DISPOSITIEF

#### Nieuw artikel 1

Er moet een nieuw artikel 1 ingevoegd worden dat als volgt luidt:

“Dit koninklijk besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2016/801 van het Europees Parlement en de Raad van 11 mei 2016 betreffende de voorwaarden voor toegang en verblijf van derdelanders met het oog op onderzoek, studie, stages, vrijwilligerswerk, scholierenuitwisseling, educatieve projecten of au-pairactiviteiten.”

#### Artikel 2

Artikel 100, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen’ moet worden herzien teneinde rekening te houden met de ontworpen opheffing van het koninklijk besluit van 8 juni 1983 ‘tot vaststelling van het minimumbedrag van de middelen van bestaan waarover een vreemdeling die in België wenst te studeren, moet beschikken’.

#### Artikel 3

Op een vraag over de draagwijdte van het huidige artikel 3 heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“L’intention est de n’appliquer ce nouveau montant qu’aux demandes relatives à l’année académique 2026-2027 (et aux années académiques suivantes), qu’il s’agisse de 1ères demandes ou de demandes de renouvellement.”

Uit die uitleg vloeit voort dat studenten die houder zijn van een geldige machtiging tot verblijf pas onderworpen worden aan het nieuwe vereiste vanaf het ogenblik dat ze om een vernieuwing vragen. Dat impliceert dat die machtiging met aanvoering van artikel 61/1/4, § 1, eerste lid, 1°, van de wet van 15 december 1980 ‘betreffende de toegang tot het grondgebied, het

verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen' niet kan worden stopgezet op grond van het feit dat die studenten het vereiste van dat nieuwe bedrag niet in acht zouden nemen.<sup>1</sup> Artikel 3 dient te worden herzien zodat het de bedoeling van de steller van het ontwerp, zoals die door de gemachtigde is geëxpliciteerd, beter weergeeft.

Wat betreft de voorwaarden die overeenkomstig artikel 61/1/2 van de wet van 15 december 1980 en artikel 103 van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 worden gesteld om een aanvraag tot vernieuwing van de verblijfstitel als student te kunnen indienen, rijst overigens de vraag of de ontstentenis van een overgangsregel voor studenten die een aanvraag tot vernieuwing zouden indienen vanaf het academiejaar 2026-2027 geen onevenredige aantasting kan vormen van de rechtmatige verwachtingen van vreemdelingen die over een aanvankelijke verblijfstitel als student beschikken en die, hoewel ze voldoen aan alle voorwaarden voor een vernieuwing van die titel, met name een attest dat de voortgang van de studies aantoonst (artikel 103, §1, 5°, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981), hun opleiding niet meer zouden kunnen voortzetten, enkel en alleen omdat ze niet over de minimumaaninkomen beschikken die in het ontworpen dispositief worden voorzien vanaf het academiejaar 2026-2027, terwijl ze wel beschikten over het minimumbedrag vastgelegd in de regeling die van toepassing was toen ze hun opleiding waren gestart. De steller van het ontwerp moet zich ervan vergewissen dat de onmiddellijke toepassing van de verhoogde minimumaaninkomen voor aanvragen tot vernieuwing van een verblijfstitel als student niet leidt tot dergelijke onevenredige gevolgen, en dat ze dus geen moeilijkheden oplevert ten aanzien van het gelijkheidsbeginsel en het non-discriminatiebeginsel.<sup>2</sup>

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Bernard BLERO

<sup>1</sup> Artikel 61/1/1, § 3, van de wet van 15 december 1980 luidt als volgt: “Onder voorbehoud van paragraaf 4 bedraagt de duur van de machtiging tot verblijf, indien die op basis van een attest bedoeld in artikel 60, § 3, eerste lid, 3°, a) wordt toegekend, ten minste één jaar.

Indien de beoogde opleiding deel uitmaakt van een uniaal of multilateraal programma met mobiliteitsmaatregelen of van een overeenkomst tussen twee of meer instellingen voor hoger onderwijs, dat de betrokkene in staat stelt om een deel van zijn studies in een andere lidstaat te volgen, bedraagt de duur van de machtiging tot verblijf ten minste twee jaar, behalve indien niet wordt voldaan aan de voorwaarden bepaald in artikel 60, § 3, gedurende de twee jaar of tijdens de volledige duur van de studie. In dat laatste geval bedraagt de duur van de machtiging tot verblijf ten minste één jaar. In afwijking van het eerste en tweede lid dekt de duur van de machtiging tot verblijf, indien de duur van de beoogde opleiding, naargelang het geval, minder dan een jaar of twee jaar bedraagt, op zijn minst de duur van de opleiding. De duur van de machtiging tot verblijf zal niet langer zijn dan de geldigheidsduur van het paspoort of de daarmee gelijkgestelde reistitel.”

<sup>2</sup> Zie in dat verband *mutatis mutandis* arrest nr. 174/2019 van het Grondwettelijk Hof van 13 november 2019, waarin is geoordeeld dat de onmiddellijke toepassing van de bestreden maatregel - *in casu* een beperking van het aantal artsenstagiairs van derde landen – “afbreuk (doet) aan de legitieme verwachtingen van de betrokken personen zonder dat een dwingende reden van algemeen belang de ontstentenis van een overgangsregeling te hunnen aanzien kan verantwoorden” (B.18.5).